

*Approvisionnements d'énergie—Loi*

à ma gauche s'achètent à peu de prix. Je me demandais pourquoi toute cette commotion. Il m'est venu à l'esprit certaines analogies que je n'utiliserai pas cet après-midi. Il était trop manifeste de voir combien facilement mes amis du Nouveau parti démocrate, et je crois qu'ils sont mes amis et qu'ils le demeureront, sautaient dans le cerceau qu'on leur présentait, cerceau qui était là à un moment pour disparaître l'instant d'après.

● (1540)

Maintenant que le premier ministre a parlé de prolonger le gel des prix et d'instituer une société nationale des pétroles, et je le prédis, dans les jours et les semaines à venir, nous aurons été de plus en plus dans l'ignorance ou, pour faire un jeu de mots, dans le froid, quant aux intentions du gouvernement dans ces deux domaines. Si mes amis situés à ma gauche se font sur ce rapport certaines illusions, ils les dissiperont aussitôt que possible, j'espère, car je ne veux pas qu'ils demeurent dans cet état d'ignorance.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Dites-nous un peu ce que vous feriez.

**M. MacDonald (Egmont):** J'y arrive. Soyez patient, mon ami, soyez patient. L'une des premières préoccupations du Nouveau parti démocrate a été de recommander l'institution d'une société nationale des pétroles et je dois vous dire que ce n'est pas là, pour mon parti, une idée tellement radicale—nous avons entendu parler encore cette semaine d'importants gisements de pétrole qui ont été découverts dans la mer du Nord et que partagera une société de la couronne qui s'appelle le Coal Board de Grande-Bretagne. Je veux dire que les conventions de British Petroleum et d'autres sociétés ont manifestement introduit certains éléments d'appui dans le monde de l'exploration et de l'exploitation nationales et internationales du pétrole. A tout événement, c'est une pierre de touche pour mes amis du NPD et le premier ministre l'a insérée dans son discours et comme nous savions qu'il le ferait, il a dit:

Un des éléments de cette nouvelle politique sur le pétrole . . .

Monsieur l'Orateur, il va nous falloir trouver les degrés de progression de ce qui est «nouveau» car c'est là le «nouveau» de cette semaine, il y a eu le «nouveau» de la semaine passée, le «nouveau» de septembre, et le «nouveau» la première fois qu'on en a parlé. Mais établir une nouvelle politique nationale du pétrole se résume à créer une société nationale des pétroles. Or, pour s'assurer qu'il en a réellement été ainsi et que mes amis à ma gauche ont clairement compris, il a expliqué la nature de cette société. Il a dit qu'elle entreprendrait des explorations, qu'elle aiderait et participerait à la recherche et à l'exploitation, si nécessaire . . .

**M. Woolliams:** Tout cela pour 40 millions de dollars.

**M. MacDonald (Egmont):** Il a poursuivi en disant combien la situation était sérieuse et qu'il allait dépenser un montant énorme d'argent—environ 40 millions de dollars, non dans un an, car notre premier ministre est économe, mais au cours des cinq prochaines années.

**M. Lalonde:** Je soulève la question de privilège, monsieur l'Orateur. Je crains que le député attaque inconsciemment les privilèges de la Chambre et, en particulier, les droits du premier ministre (M. Trudeau) en lui attribuant une déclaration qu'il n'a pas faite. Je renvoie le député au compte rendu officiel, le hansard. Je crains que

[M. MacDonald (Egmont).]

le député ait écouté les commentaires débités sur les ondes de la Société Radio-Canada au lieu du discours que le premier ministre a prononcé à la Chambre. J'ai remarqué que les commentateurs de la Société Radio-Canada avaient passé la soirée à commettre exactement la même erreur que celle que le député a commise et que son chef a failli commettre hier, alors que le premier ministre a clairement indiqué que les 40 millions de dollars dont il est question ne seraient pas attribués à la société pétrolière nationale mais à des fins de recherche dans les techniques de la mise en valeur des sables bitumineux. Parler de cela comme du budget de la société pétrolière nationale, c'est déformer la déclaration du premier ministre.

[Français]

**L'Orateur suppléant (M. Boulanger):** Je crois que l'honorable ministre sera bien d'accord avec moi pour dire qu'il s'agit plutôt d'un sujet ou d'un point de discussion. Il aura peut-être l'occasion d'en parler plus tard lorsqu'il aura la parole.

[Traduction]

**M. MacDonald (Egmont):** J'espère certainement tout comme vous, monsieur l'Orateur, que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social nous fera part plus tard au cours du débat de ce qu'il sait sur le sujet. Mais pour qu'il soit simplement au courant de la chose, j'ai entre les mains un exemplaire officiel du texte dont s'est servi le premier ministre hier; qu'il peut venir consulter.

**Une voix:** Avez-vous rédigé le discours, Marc?

**M. MacDonald (Egmont):** Je pense qu'il s'agit d'un discours dont il aimerait se dissocier. Comme je le dis, la somme faramineuse de 40 millions de dollars doit être dépensée par la société au cours des cinq prochaines années en collaboration avec l'Alberta et le secteur privé. Même un collègue et compatriote du ministre s'est empressé de répliquer hier soir. Je suis convaincu que bon nombre d'entre nous ont entendu M. Kierans lorsqu'il a dit que c'était une bagatelle.

**M. Lalonde:** Il a également été induit en erreur par Radio-Canada.

**M. MacDonald (Egmont):** Il a déclaré que ce n'était qu'une goutte d'eau dans la mer et que cela ne suffirait même pas à défrayer l'administration à Ottawa. Je pourrais également dire que ce ne serait pas beaucoup plus que le montant mensuel prélevé par le gouvernement en taxes sur les exportations de pétrole. Qui le gouvernement essaie-t-il de leurrer? La seule chose dont nous puissions être certains, c'est qu'il a réussi à leurrer une trentaine de députés à ma gauche, du moins suffisamment pour l'appuyer jusqu'à l'époque des Fêtes.

**M. Baker:** Il semble qu'il a même leurré le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

**M. MacDonald (Egmont):** Je veux profiter de cette occasion pour renseigner mes amis de la gauche. Le premier ministre essayait de leur dire comment fonctionnerait cette société du point de vue de l'exploitation, de la participation et du reste. C'est ensuite qu'il a déclaré et c'est pourquoi j'insinue que mes collègues de la gauche ont été en réalité achetés à un très bas prix, «Toutefois, nous n'avons aucunement l'intention d'évincer l'entreprise privée.»

**M. Woolliams:** Quelle blague!

**M. MacDonald (Egmont):** Ni, a ajouté le premier ministre, à décourager les sociétés étrangères d'investir des